



Ivan Rioufol

La guerre civile qui vient

édition Pierre Guillaume de Roux, mars 2016)

présentée par Danièle Masson

Avec *La guerre civile qui vient*, Ivan Rioufol – « Ivan le Terrible » - signe un essai lucide et courageux, qui sait nourrir la réflexion d'anecdotes savoureuses. Ainsi son premier chapitre raconte « l'affrontement entre le méchant Français blanc catholique et la gentille Française noire musulmane », au soir du 7 janvier 2015, lors de l'émission « On refait le monde » sur RTL. Il y somme les musulmans de se désolidariser des assassins qui tuent au nom d'Allah. Rokhaya Diallo, qui « se sent visée », élude et choisit ce qui pour une femme dans l'impasse est la meilleure tactique : elle fond en larmes. Fogiel dénonce, à l'intention de l'auditeur, « les propos qui, ce soir, déclenchent ces larmes ». Chérif et Saïd Kouachi viennent de tuer à bout portant douze personnes, mais c'est Ivan Rioufol, ce soir-là, qui « devient le salaud ».

Démasquer l'imposture

Le mérite du livre est de démasquer, au-delà des clivages politiques, l'imposture qui précède et prépare la dhimmitude. Hervé Gourdel est décapité au couteau ? Valérie Pécresse réagit : « non, l'islam n'a rien à voir ». Quatre clients juifs d'une supérette cachère sont assassinés par Amedy Coulibaly ? Clémentine Autain réplique : « Nous marcherons contre les attaques contre les musulmans ».

Rioufol s'insurge contre la victimisation non seulement des musulmans, mais de l'islam, et, comme d'autres, il met des mots sur nos maux. Il désigne nos deux ennemis intérieurs : l'islam, qui s'est auto désigné comme tel, et la mésestime de soi : « l'islam radical est moins dangereux que notre propre faiblesse » ; ils ne sont grands, en effet, que parce que nous sommes à genoux.



La guerre civile qui vient veut dissiper l'illusion d'une France endormie par soixante-dix ans de paix et qui croit qu'après les deux guerres mondiales, plus jamais ça, nous vivons et vivrons dans une société sans guerre. Rioufol répond à ce que Finkelkraut appelle la « dés-identification » de l'Europe, qui récuse toute identité, selon le vœu d'Alain Badiou : « que les étrangers nous apprennent au moins à devenir étrangers à

nous-mêmes ». Amer, Finkelkraut commente : « l'Europe n'est ni un club chrétien, ni un club déchristianisé. Elle n'est même pas une identité post-nationale. Elle est l'entrée des Européens dans l'âge post-identitaire [...] Le voilà le vrai choc de civilisation : l'Occident vit sous le règne de la critique, et le monde musulman sous celui de la paranoïa ».

Loin de Pierre Manent qui propose avec l'islam des « accommodements raisonnables », Rioufol sait que céder sur un seul point revient à se soumettre à tout le reste.



Un projet européen et américain

Il sait aussi que la dhimmitude occidentale n'est pas l'addition des lâchetés individuelles. Elle est un projet et une volonté qui, en Europe et aux États-Unis, s'expriment en haut lieu.

L'essayiste britannique d'origine juive Bat Ye'or révélait qu'en mars 2007, l'Union européenne et les États-Unis avaient établi pour leurs diplomates une liste de mots interdits pour ménager les susceptibilités musulmanes ; parmi eux djihad, fondamentalisme, terrorisme islamique, à quoi s'ajoute, sous Obama, l'interdiction de « terroristes », rebaptisés « activistes et militants ».

Ce projet et cette volonté découlent d'une part de raisons électoralistes, d'autre part de l'ultralibéralisme mondialiste. En 2011, le think tank *Terra nova* avait proposé au PS d'abandonner « les petits blancs » prolétaires, devenus conservateurs et réactionnaires, au profit de la communauté musulmane, cette « France de demain » qui au second tour des présidentielles de 2012, votera à 86 % pour François Hollande.

D'où une refonte du vocabulaire pour transformer les mentalités, à commencer par l'école dont Vallaud Belkacem sera le petit soldat docile. Il faut abandonner le terme d'intégration, lit-on dans le rapport de Thierry Tuot destiné au premier ministre en 2013 : « nous ne maîtrisons pas, heureusement, les flux migratoires », il faut donc « faire France en reconnaissant les identités multiples ».

Et donc, pour que la France soit la « République inclusive de tous ses enfants », selon le vœu de Bernard Cazeneuve, le président du Conseil Supérieur des programmes demande de ne pas présenter la nation comme une « injonction à l'appartenance » ; mais de s'arrêter à « la reconnaissance des enfants aux multiples héritages ». Plus de roman national, bête noire des pédagogues, mais une « identité dynamique

et multiculturelle », telle que l'a définie le pape François en recevant le prix Charlemagne.

Plus d'assimilation donc, qui serait l'appropriation de la culture du pays d'accueil ; plus même d'intégration, qui serait l'effort de s'adapter à la société d'accueil en obéissant à ses lois, mais une société inclusive : « Venez comme vous êtes », ce que demandent aussi bien Tarek Ramadan qu'Abd el Malik ou Djamel Debbouze : « nous n'avons pas d'effort à faire, nous sommes la France ».

Le problème, c'est que l'intégration se fait à l'envers : Martin Hirsch, ancien membre du gouvernement Fillon, déclarait sur Canal +, en 2010 : « La vraie intégration, c'est quand les catholiques appelleront leur enfant Mohamed ».

Les nouveaux damnés de la terre

Et Français de souche comme musulmans s'accordent pour exonérer l'islam de toute responsabilité dans les violences. Tarek Ramadan à propos de Mohamed Merah : « Un pauvre garçon coupable et à condamner [...] même s'il fut lui-même la victime d'un ordre social qui l'avait déjà condamné ». Rioufol commente : « Merah victime de la France raciste ». Mais Emmanuel Macron n'est pas éloigné de Ramadan, quand il explique les attentats du 13 novembre par « le terreau sur lequel les terroristes ont réussi à nourrir la violence », et par « les fermetures dans notre économie et dans notre société », qui « nourrissent de la frustration sur le plan individuel et créent de l'inefficacité sur le plan économique ».

Rioufol décrypte la situation : les héritiers postmodernes du marxisme ont abandonné les catégories de classe, mais ils ont maintenu le prisme dominant – dominé en remplaçant les ouvriers par les minorités ethniques et religieuses. Les musulmans seraient donc les nouveaux damnés de la terre, et les crimes des djihadistes seraient de frustration, de ressentiment, de ven-



geance. Finkielkraut les nomme pour ce qu'ils sont : des crimes doctrinaux, justifiés par le Coran.

Mais Rioufol ajoute une raison déterminante de ce qui nous apparaît comme des actes de dhimmitude : au nom du libéralisme, on efface la différence entre étranger et citoyen pour ne garder que la vision utilitariste et mercantile de l'homme interchangeable.

Et il s'appuie sur des textes : en 2014, la Commission européenne reconnaissait que « la migration est une des dix priorités politiques de la Commission Juncker ». Et le commissaire chargé de la migration, Dimitris Avramopoulos, précisait : « Les migrations sont source de croissance économique [...] La migration régulière est devenue une composante essentielle des sociétés ». Pour Houellebecq, l'islamisation est le dernier avatar d'un asservissement à l'ordre ultralibéral de l'Occident.

Que faire ?

L'analyse d'Ivan Rioufol est imparable. Mais il n'élué pas la question « Que faire ? » Ses solutions ne convaincront pas tout le monde, elles ont le mérite d'être énoncées clairement.

Nous sommes en guerre, c'était son premier constat. Il propose donc de s'armer, à l'exemple d'Israël où, sur huit millions et demi d'habitants, deux cent soixante mille sont détenteurs du permis de port d'armes ; il remarque que la tuerie du Bataclan a été stoppée net quand un des trois terroristes a été tué par un commissaire de la BAC ; il souscrit à la proposition de Thibault de Montbrial, d'autoriser la présence de gens armés, formés à l'usage des armes, dans les lieux publics.

Il n'élué pas les solutions politiques. Contre les deux gauches socialiste et communiste, « qui s'autorisent une union qu'elles interdisent à leurs adversaires », il préconise un « rapproche-

ment de tous ceux qui partagent le même objectif de préserver l'unité de la nation et sa souveraineté mises à mal par l'Union européenne despotique » et par le terrorisme islamique ; et don un lien, « réclamé par une majorité d'électeurs » des deux droites, FN et ceux de la droite qui ne manquent ni de lucidité ni de courage. C'est aussi l'hypothèse, plusieurs fois suggérée par Éric Zemmour.

Que cela ne convienne pas à ceux qui sont, soucieux de distinguos, de pureté doctrinale, ou de cohérence, c'est probable. Mais, comme dit l'autre, quand la maison est en feu, ce n'est pas le moment de ranger sa bibliothèque.

Danièle Masson

PS. : Aux dernières nouvelles, il est surprenant de constater qu'Yvan Rioufol répond tout autrement à la question « *que faire ?* ». Un rapprochement des droites ? Dans le Figaro du 27 mai, il a annoncé sa participation au rendez-vous de Béziers défini par lui comme « *un rassemblement de toutes les sensibilités de droite indépendamment des parties et singulièrement du F.N.* ». Et il conclut : « *l'idéal serait qu'un tel candidat présidentiel sorte de cette novation.* »

Lors de la table ronde sur l'immigration, Yvan Rioufol récidivait et souhaitait, lui aussi, qu'émerge un nouveau candidat issu d'une droite hors-sol.

« *Rassembler toutes les sensibilités de droite* » en occultant le premier parti de droite et de France, et en cherchant un mystérieux chevalier blanc qu'un magicien sortirait de son chapeau ? Il est bien à craindre, selon le titre d'Yves-Marie Adeline, que cette droite soit « la droite où l'on arrive jamais ».